

**RAPPORT N° 2022/4-28
au Bureau de la Communauté
en séance du Jeudi 15 septembre 2022**

OBJET MARCHÉ DE TRAVAUX POUR LA MISE EN CONFORMITE DE L'ACCESSIBILITE DES PERSONNES HANDICAPEES A 11 ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC (ERP) DE LA CINOR – DEMANDE DE REMISE GRACIEUSE DE PENALITES DE RETARD DE L'ENTREPRISE EURO'PEND CONCERNANT LE LOT 1

Dans le cadre de l'opération de « mise en conformité de l'accessibilité des personnes handicapées à 11 ERP de la CINOR » dont la maîtrise d'œuvre a été confiée à ATELIER GAMMARUN, un marché de travaux a été notifié le 04 avril 2018 à l'entreprise EURO'PEND pour la réalisation des prestations du lot 1 -siège de la CINOR- pour un montant de 100 839,10 € HT sur la base d'un délai contractuel d'exécution des travaux fixé à 5 mois.

Le titulaire a été invité à démarrer les travaux par ordre de service n° 1 en date du 01 août 2018.

Par ordre de service n° 2 qui lui a été notifié le 30 janvier 2019, celui-ci a été informé d'une prolongation du délai d'exécution pour prise en compte des contraintes suivantes dépassant les conditions prévues pour l'exécution de son marché : « incidence mouvement social des gilets jaunes », « intempéries », « exécution les samedis des travaux les plus générateurs de gêne pour le personnel ».

Une première réception des travaux a été organisée le 29 juillet 2019 avec effet au 01 avril 2019, avec des réserves mais aussi sous réserve de production d'une justification de mise en conformité de l'accessibilité avant le 27 septembre 2019.

Ces 2 conditions dont celle suspensive n'ayant pas été honorées, le titulaire s'est vu notifier le 04 octobre 2019 une décision de non-réception de travaux.

Par la suite, par ordre de service qui lui a été notifié le 18 novembre 2019 le titulaire a été invité à procéder à la réouverture du chantier et à redémarrer les travaux au 25 novembre 2019.

Le 16 octobre 2020 un courrier a été adressé à ce dernier lui rappelant qu'il était pénalisable depuis le 18 novembre 2019 et lui ordonnant de terminer les travaux sans délais.

Par courrier du 09 décembre 2020 le titulaire est mis en demeure de terminer les travaux et un décompte de pénalité de retard au 01 décembre 2020 d'un montant de 30 116.73 € lui est notifié.

Les travaux levant la dernière non-conformité ayant été livrés au 19 mai 2021, c'est donc cette date qui a été retenue comme date de fin des travaux dans la deuxième et définitive décision de la CINOR de réception des travaux avec réserves, formulée le 24 septembre 2021.

Au vu du procès-verbal de constat de levée de l'intégralité des réserves de réception de travaux et des propositions du maître d'œuvre, la CINOR a décidé le 17 décembre 2021 de lever l'intégralité des réserves de réception de travaux.

Par courrier du 26 octobre 2021, il a été notifié au titulaire pour acceptation, le décompte général du marché pour le lot n°1 faisant apparaître un solde négatif de -26 401,73 € TTC après application de 30 992,52 € de pénalités révisées, non compris 5 446.11 € TTC de retenue de garantie restituée sous condition en fin de période de garantie de parfait achèvement.

Suite à la réception début 2022 d'un avis de recouvrement de la Direction Générale des Finances Publiques pour le montant de 30 992,52 € TTC correspondant aux pénalités de retard, le titulaire, par courrier du 07 mars 2022, sollicite du Président, une remise gracieuse des pénalités de retard en lui faisant part de difficultés financières qui l'empêchent de répondre à l'injonction de payer du trésorier payeur, liées notamment aux conséquences du COVID 19 et à l'allongement des délais de paiement de ses clients.

Par courrier du 22 mars 2022 (joint en annexe), l'avis de l'agence d'architecture ATELIER GAMMARUN, le maître d'œuvre sur cette demande de remise gracieuse a été sollicité.

Par courrier du 08 avril 2022 (joint en annexe), Mme Stéphanie BIGEY, architecte et gérante de ATELIER GAMMARUN a émis en réponse un avis favorable sur la demande de remise gracieuse de pénalités de retard du titulaire, invoquant les difficultés rencontrées par les entreprises en ces temps de crise sanitaire et de conjoncture économique difficile et mentionnant une exécution des travaux du marché dans le respect des règles de l'art permettant la réalisation de l'objectif final de délivrance d'attestation de conformité Ad/AP par le contrôleur technique.

Par ailleurs, il convient de rappeler également le contexte suivant :

- Dans le cadre de la même opération, l'entreprise EURO'P END a exécuté dans la période de septembre 2018 à mars 2020, deux autres marchés de travaux : le lot n°4 « Bibliothèque de Moufia » (montant 48 745.45 € HT; délai d'exécution des travaux 3 mois) et n° 5 « Bibliothèque de la Source » (montant 38 707.38 € HT; délai d'exécution des travaux : 3 mois) avec le même scénario de réception sous réserve, de décision de non-réception, de réouverture du chantier, de deuxième et définitive réception des travaux et au final le même constat de retard dans la livraison des derniers travaux pour lequel elle a été pénalisée respectivement à hauteur de 8 286.73 € et 6 580.25 €.

A noter que pour chacun de ces deux marchés, comme pour le marché lot n°1, une prolongation de délai de 4 mois avait été accordée pour prise en compte des contraintes dépassant celles prévues au titre du marché .

- Dans le cadre de son 4ième marché relatif à cette opération, le plus conséquent, le lot n° 2 « Parc des expositions et des congrès » (montant : 462 608.53 € HT et délai d'exécution des travaux : 18 mois), même type de prolongation de délai déjà accordée (+10 mois), même retard, les travaux ne sont toujours pas livrés à ce jour, néanmoins l'entreprise EURO'P END, dans l'expectative d'une décision favorable concernant sa demande de remise gracieuse pour le lot n°1, a déféré au courrier du 17/02/22 de mise en demeure de reprendre et de terminer ses travaux dans le mois « creux » en réservation de salles de juillet 2022 imposé par la CINOR et la NORDEV, en transmettant un engagement de principe à terminer ses travaux dans le créneau imposé. Elle sollicite aussi dans ce courrier une nouvelle prolongation de délai. Sa demande sera instruite le moment venu dans le cadre de la gestion de la fin de chantier.

Enfin, il est rappelé que deux réponses ministérielles et une jurisprudence viennent préciser les conditions de remise totale ou partielle de pénalités en matière de marchés publics comme suit :

- Réponse publiée au JO Sénat du 21/02/2008 : les acheteurs peuvent décider de réclamer ou non le versement en fonction « notamment du fait que le retard pris dans l'exécution des prestations est dû à des circonstances extérieures qui se sont imposées au prestataire ou du caractère exceptionnel de ce retard et de la satisfaction que donne ou non, d'une manière générale, le cocontractant de l'administration. »

- Réponse publiée au JO Sénat du 01/06/2006 : « La commune maître d'ouvrage a la possibilité de renoncer partiellement ou totalement aux pénalités de retard dues par l'entreprise sous la réserve toutefois que cet abandon de créance puisse être assimilé à un avantage injustifié au sens de l'article 432 du code pénal ».

- Conseil d'Etat, 29 décembre 2008, n° 296930, SARL SERBOIS : Le juge administratif peut moduler le montant des pénalités stipulées contractuellement dans un marché public.

« Il est loisible au juge administratif, saisi de conclusions en ce sens, de modérer ou d'augmenter les pénalités de retard résultant du contrat, par application des principes dont s'inspire l'article 1152 du code civil, si ces pénalités atteignent un montant manifestement excessif ou dérisoire eu égard au montant du marché. »

Par conséquent, je vous demande de vous prononcer sur la demande de l'entreprise EURO'P END de remise gracieuse de pénalités de retard pour le marché de travaux « Mise en conformité de l'accessibilité des personnes handicapées à 11 ERP de la CINOR », lot n°1 « Siège de la CINOR » .

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**



Accusé de réception en préfecture
74-2497401-2022-0915-BC2022-4-28-DE
Date de la transmission : 22/09/2022
Date de réception préfecture : 22/09/2022

**DECISION N° 2022/4-28
du Bureau de la Communauté
en séance du 15 septembre 2022**

OBJET : MARCHÉ DE TRAVAUX POUR LA MISE EN CONFORMITÉ DE L'ACCESSIBILITÉ DES PERSONNES HANDICAPÉES A 11 ÉTABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC (ERP) DE LA CINOR – DEMANDE DE REMISE GRACIEUSE DE PÉNALITÉS DE RETARD DE L'ENTREPRISE EURO'PEND CONCERNANT LE LOT 1

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des délégués communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis de la Commission,

Sur le RAPPORT n° 2022/4-28 du Président ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE
DECIDE**

ARTICLE UNIQUE

Accorde une remise gracieuse de pénalité pour retard d'un montant de 30 992,52 € ramenant le montant de la pénalité à zéro euro (0 €).

Nombre de votants : 15 (dont 3 procurations)
Suffrages exprimés : 15
Vote pour : 15
Vote contre : 00
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde

21 SEPT 2022

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**

